

Egalité ou fraternité ? Les discussions soviétiques sur la politique linguistique dans les années 1920

Nikolaj B. VAKHTIN

Université Européenne, Saint-Pétersbourg

1. Il est d'usage, dans toute une série de travaux sociolinguistiques¹, de distinguer deux traditions, deux directions de la politique linguistique d'un Etat. La première, conventionnellement appelée «orientale», pose la diversité des langues et des traditions culturelles comme naturelle et même désirable. L'idéal de la seconde tradition, appelée «occidentale», est un système unique de valeurs, une seule foi, une seule langue. On retrouve les sources de la première tradition chez les prophètes hébreux et chez les philosophes grecs de l'Antiquité ; la deuxième est historiquement liée avec l'Empire Romain et l'Eglise catholique. Il existe une lutte constante entre ces deux traditions ; et, en règle générale, les différents pays suivent soit l'une soit l'autre.

La Russie est un des pays où, selon les époques, c'est l'une ou l'autre tradition qui a pris le dessus. Historiquement, la «tradition orientale» y est plus ancienne : ses racines remontent aux temps de la christianisation de la Russie. Grâce à la création de l'alphabet cyrillique, d'une écriture à soi, et surtout grâce au fait que ce système était utilisé pour traduire l'Ecriture, l'idée de la *traduction* des textes saints (et plus largement et métaphoriquement celle de la *traduction de la culture*) était perçue par les Slaves orientaux comme naturelle. La conséquence en a été que les nombreuses traductions de la littérature ecclésiastique et ensuite de la littérature séculière en langues des peuples de l'Empire Russe, le développement de l'écriture dans ces langues (en particulier, dans les langues des petits peuples de la Sibérie et du Grand Nord) étaient considérés comme norme, et ces langues étaient vues comme des valeurs en soi.

Au XVIIIe et au début du XIXe siècle, c'est la tradition «orientale» qui dominait, même si les deux traditions coexistaient. Ainsi, la commis-

¹ Cf. Kreindler, 1984; Fishman, 1985 : chap. 1, chap. 15.

sion pour l'instruction, créée sous Catherine II, a recommandé aux écoles se trouvant sur les territoires peuplés par les allogènes de prendre en considération les langues et les cultures locales. Les documents relatifs à la réforme de Speranskij en 1822 en Sibérie contiennent des dispositions selon lesquelles la population autochtone recevait le droit d'utiliser sa langue dans des buts officiels. «Le statut sur la gestion des allogènes» de M.M. Speranskij est traversé de part en part par l'aspiration à assurer le bien-être, mais également à préserver les coutumes des autochtones, leurs cultures et leurs langues¹.

En contrepoint à celle-ci, existait également l'autre tradition, dont nous retrouvons les traces dans le projet de «Pravda russe» de Pavel Pestel'. Voici une citation caractéristique :

«A partir des différentes tribus qui peuplent la Russie, nous devons constamment avoir en vue le but de composer un seul peuple et de réunir toutes les autres nuances en une seule masse pour que les habitants de tout le territoire de l'Etat russe soient Russes d'abord, sur tout le territoire de l'Etat russe il doit régner une seule langue, la langue russe^{*} : toutes les relations entre les peuples en seront facilitées ; le mode de penser deviendra plus uniforme ; les gens parlant une même langue seront plus liés». (Pestel', 2000, p. 305)

Nous prendrons comme exemple des deux approches diamétralement opposées du problème de la diversité et de l'uniformité langagière la politique des missions orthodoxes en Amérique russe et celle des missions protestantes sur les mêmes territoires.

Avant 1867, l'Eglise orthodoxe était le principal et presque l'unique propagateur du christianisme en Alaska ; après la vente de l'Alaska en 1867, ce sont les missions protestantes qui ont repris le territoire. Comparons les deux figures clés de cette région, le père Ivan Veniaminov et le père Sheldon Jackson (je m'appuie sur l'ouvrage de Richard Dauenhauer)².

Ivan Veniaminov est né en 1797 dans le village d'Anginskoe, non loin d'Irkutsk, dans une famille de prêtre. Après ses études de séminariste, il s'est marié et a été ordonné prêtre en 1821. En 1823, il a été affecté au diocèse du Kamchatka, qui comprenait alors l'Alaska et les îles Aléoutiennes. Après y avoir vécu plus de dix ans, Veniaminov retourne en Russie, est élevé au rang d'évêque sous le nom d'Innokentij et devient en 1867 métropolitain de Moscou et de Kolomna. Il est mort en 1879 et a été canonisé cent ans plus tard.

¹ Baxrušin, 1929, p. 86.

^{*} *Langue russe* : jazyk rossijskij, ou langue de la Russie [NdT]

² Dauenhauer, 1997.

En dix ans de travail en Alaska et aux îles Aléoutiennes, Veniaminov a organisé plusieurs écoles où l'enseignement se donnait en deux langues, en russe et en aléoute, il a traduit en aléoute le Catéchisme et deux Evangiles. Ses élèves aléoutiens, une fois devenus prêtres, ont poursuivi son travail et ont terminé la traduction des Evangiles en aléoute, ainsi qu'en yupik de l'Alaska central et plusieurs autres langues des populations autochtones. Le résultat de cette politique a été le pourcentage exceptionnellement élevé de gens sachant lire et écrire en deux langues, russe et aléoute, dans les Iles aléoutiennes. La parole de Dieu arrivait chez les «indigènes» dans leur propre langue.

Sheldon Jackson est né en 1834, il a terminé le Union College à New York, a été ordonné prêtre en 1855 et est arrivé en Alaska en 1877. Après y avoir travaillé pendant 5 ans, il s'est installé à Washington, et c'est de là qu'il a dirigé la politique d'instruction scolaire en Alaska. Il est mort en 1909, entouré d'honneurs et de respect par son Eglise.

Jackson a aussi ouvert des écoles, mais elles suivaient des principes très différents. Voici une citation de son manifeste de 1880 (d'après Dauenhauer, *op. cit.*) :

«Le Conseil des Missions internes vient de nous informer que, d'après le mandat gouvernemental sur l'éducation des enfants indiens, on doit enseigner les matières de l'instruction anglaise, et qu'il est inadmissible d'utiliser des livres en d'autres langues que l'anglais et d'enseigner aux indiens en ces langues. [...] L'enseignement en ces dialectes est non seulement inutile, mais encore porte un grave préjudice à leur éducation et à leur entrée dans le mode de vie civilisé. [...] Les élèves doivent parler uniquement en anglais».

Le résultat de cette politique est que les langues de la population autochtone d'Alaska ont été interdites dans les écoles jusqu'au milieu des années 1960. Le christianisme était considéré comme incompatible avec toute autre langue que l'anglais.

Certes, les deux prêtres sont des extrêmes : tous les missionnaires orthodoxes n'étaient pas aussi sages et tolérants que le père Innokentij, et tous les pasteurs protestants n'étaient pas aussi intransigeants que le père Jackson. Mais ces exemples illustrent de manière convaincante la tendance générale de la politique des deux Eglises en matière d'enseignement et de rapport aux langues des peuples autochtones.

Vers la fin du XIXe siècle, la tendance «orientale» commença à céder du terrain à la tendance «occidentale». Les «Règles sur l'instruction des allogènes chrétiens» de 1870 stipulent clairement : «Le but final de l'instruction de tous les allogènes qui peuplent notre patrie doit être leur russification et leur fusion avec le peuple russe». Il est vrai que le point 13 des Règles adoucit cette clause : le but final est bien celui-ci, mais pour

l'instant «afin de faciliter le passage des allogènes à l'étude du russe, les livres d'école sont imprimés en langues autochtones en lettres russes ; pour les populations qui ont un alphabet national, les livres seront imprimés en deux transcriptions, russe et autochtone»¹. Dans les «Règles sur les établissements primaires pour les allogènes habitant en Russie Orientale et du Sud-Est» de 1906, le rôle et la place du russe dans l'enseignement sont formulés de manière plus prudente :

«les établissements primaires pour les allogènes ont pour but de répandre auprès d'eux la connaissance de la langue russe et de les rapprocher du peuple russe sur la base de l'amour pour la patrie commune». (Levin, 1930, p.11)

Le but du présent article est d'étudier la façon dont ces tendances ont coexisté et été en concurrence et en alternance dans la politique linguistique envers les petits peuples du Nord dans les années 1920-1930. Nous avons utilisé les périodiques de cette époque, et en particulier les publications du Comité du Nord, ainsi que les publications officielles du *Narkompros** et les publications non officielles de linguistes et de personnalités publiques.

2. Après la révolution de 1917, la lutte des deux tendances se poursuit. Puisque la politique linguistique est liée avec la politique globale de l'Etat et est à la fois sa conséquence et son moyen, il importe ici de rappeler le contexte général de la politique de l'Etat envers les petits peuples du Nord.

En 1924 est créé par le décret du Présidium du Comité central exécutif du 20 juin le «Comité pour l'aide aux populations des territoires du Nord», plus connu sous le nom du Comité du Nord, Centre pour l'étude des langues du Nord, organe principal que le gouvernement avait chargé d'élaborer de façon concrète la politique linguistique dans cette région. Ce comité a existé de 1924 à 1935, et au cours de toutes ces années, le contenu principal des discussions sur les populations autochtones du Nord, de leurs langues, de leurs cultures et de l'organisation de leur administration fut la confrontation des deux positions que nous pourrions appeler «conservatrice» et «radicale». On pourrait parler d'un regard «ethnographique», qui se fondait sur l'idée de conserver la diversité nationale, la défense de la culture et la préservation du mode de vie des populations du Nord contre toute influence externe, opposé à la position du gouvernement, qui se fixait pour but d'effacer les différences nationales entre les gens, de fusionner tous les peuples en un peuple soviétique unique.

¹ Levin, 1930, p. 7 et 11-12.

* *Narkompros* : Commissariat du peuple à l'instruction [NdT]

Une des raisons de cette divergence de positions était que, pendant les premières années du pouvoir soviétique, dans les différents comités et comités, y compris au Comité du Nord, travaillaient non seulement des bolcheviks, mais également des membres d'autres partis de gauche, en particulier les anciens populistes ; les positions idéologiques des divers courants de gauche présentaient des différences importantes.

Déjà dans son exposé au *Narkomnac** du 2 avril 1923, V.G. Bogoraz, qui dans les années 1880 avait été membre de l'organisation la *Volonté du peuple* et avait passé dix ans au bagne en Sibérie, en appelant à organiser le Comité du Nord proposait comme une des directions principales de son activité de créer des «territoires réservés», puisque la fusion de la population russe avec les populations autochtones «équivalait à la mort des allochtones». Ces territoires réservés devaient être suffisamment vastes, correspondre aux coutumes et au mode de vie des populations ; ils devaient être interdits à l'installation des voisins, aussi bien russes que les autres allochtones. En 1923, d'après l'exposé de Bogoraz, Le Cabinet restreint [*Malaja kollegija*] du *Narkomnac* adopte une résolution prévoyant de s'opposer à l'établissement des Russes dans les territoires peuplés par les peuples du Nord sans autorisation du *Narkomnac*¹. Six ans plus tard, le Plénum élargi du Comité du Nord (20-31 mars 1929) décide de créer des régions autochtones peuplées par les petits peuples du Nord «fermées aux intrusions d'entrepreneurs-chasseurs [*promyšlenniki*] n'appartenant pas à ces peuples»².

Le principe général formulé par V.G. Bogoraz et ses adeptes était le suivant : le but de la «mise en valeur du Nord» doit être d'améliorer le niveau de vie de la population locale ; les indigènes constituent la richesse des déserts du Nord.

«Nous devons aborder les coutumes de la vie des indigènes avec discernement, il est très facile de les détruire, mais cela ne pourra qu'amener à leur mort». (Leonov, 1929, p. 211)

Les «radicaux», au contraire, affirmaient qu'il n'existe pas de différences culturelles ni sociales entre les populations du Nord et le reste de la population, à part le fait qu'elles sont arriérées, et que, dès lors, leur voie vers le «progrès» ne doit aucunement se différencier de la voie que suit le pays entier. Ils voyaient le but de la progression vers le Nord dans la mise en valeur des richesses naturelles et minérales énormes de ces régions. La population indigène était vue comme moyen sans lequel cette mise en

* *Narkomnac* : Commissariat du peuple aux nationalités [*NdT*]

¹ *Sovetskij Sever*, 1934, n° 2, p. 9.

² Annexe au fascicule 3 du *Sovetskij Sever*, 1929.

valeur est impossible. La nécessité de pourvoir les populations du Nord en produits alimentaires était motivée par le fait qu'autrement, la population parviendrait à extinction et ne pourrait plus aider les Russes à coloniser la région ; on ne tenait pas compte de la valeur intrinsèque des indigènes.

Cette tendance devient notable dès 1925 dans l'organe central du Comité du Nord *Severnaja Azija* ['l'Asie du Nord']. L'ingénieur des mines A. Krylov commence son article sur le développement de l'industrie minière dans le Nord par des considérations sur le rôle des indigènes pour la mise en valeur du Nord en suivant une pure logique utilitaire : l'importance des peuples du Nord pour l'industrie minière est fondamentale, «sans les chiens de traîneau, sans un passeur indigène expérimenté, notre exploration du Nord et de ses richesses souterraines risque de s'arrêter»¹. Nous retrouvons la même approche du problème dans l'exposé du Comité du Nord «A propos de l'approvisionnement des territoires du Nord» : il faut pourvoir les indigènes en marchandises de première nécessité parce que dans le cas contraire ils vont parvenir à extinction et ne pourront plus nous aider à coloniser l'Extrême Nord².

En 1925 dans les thèses de l'exposé du président du Conseil pour les minorités nationales du Narkompros on discute les principes des programmes scolaires : l'idée fondamentale est la nécessité de «retenir les populations du Nord chez elles puisque l'exploitation économique de la toundra est impossible sans les indigènes»³. D.T. Janovič défend la même idée : l'école indigène doit donner une formation qui ne détache pas l'indigène de son mode de vie, de son activité de production habituelle ; elle doit être en accord avec les coutumes locales, et liée aux activités saisonnières⁴.

Les plus convaincus des radicaux exprimaient quelques doutes sur la possibilité d'élever l'indigène au niveau des peuples civilisés :

«Le psychisme de l'indigène du Kamchatka est en pleine décomposition. Son mode de vie est tout aussi en déclin [...] tout ceci nous fait douter que la population indigène puisse contribuer au développement économique du pays.»

L'auteur reproche aux indigènes tous les «péchés» possibles, qui se ramènent au fait qu'ils sont différents des Occidentaux : ils mangent du poisson séché, ils marinent la viande, dans leur langue manquent les mots utiles pour les Européens, par exemple, pour désigner l'or.

¹ Krylov, 1925, p. 20.

² *Severnaja Azija*, 1925, n° 3, p. 109.

³ *Severnaja Azija*, 1925, n° 1-2, p. 113.

⁴ Janovič, 1925, p. 114.

«La plupart des indigènes ne sont même pas capables d'intégrer ne serait-ce que les débuts de la culture [...] la population adulte est analphabète [...] les gens qui ont terminé l'école maîtrisent très mal le russe».

La conclusion de l'article est que la seule issue consiste à apprendre aux indigènes à vivre «correctement» (ce qui signifie «comme les Russes») : introduire la coopération pour les organiser en collectivités, leur apprendre à saler correctement le poisson et à élever les animaux en cages¹.

Ce point de vue est formulé de façon claire et nette dans l'article programmatique de Vilenskij-Sibirjakov :

«Tous les autres problèmes de l'Asie du Nord sont liés d'une façon ou d'une autre dépendent dans une plus ou moins grande mesure de la possibilité de développement industriel futur». (*Severnaja Azija*, 1925, n° 12, p. 8)

Plus on avance, moins on entend les voix des conservateurs et plus on entend celles des radicaux. Le changement de ton des publications dans la revue *Severnaja Azija* [L'Asie du Nord] est spectaculaire : à partir de 1929, les titres des articles évoquent toujours plus des slogans du parti ; les articles consacrés à l'étude du Nord disparaissent presque complètement. En 1931 la revue cesse d'exister.

3. Il est difficile de saisir le moment du passage entre le début des années 1920 et la fin des années 1930, de la tendance vers la *diversité* des nations, des langues et des écritures, à la tendance vers leur *uniformité* et leur *unification*. Ainsi, les publications de 1929 parlent plutôt en faveur du soutien et du développement des langues nationales, tandis que les publications de 1934 soulignent le rôle de la langue russe. Il est clair que les deux tendances devaient coexister en parallèle, et des thèses contradictoires sont souvent publiées sur des pages voisines. Cependant, la *tendance* à la substitution d'un paradigme à un autre a bien existé ; notons qu'elle s'accorde bien avec les recherches dans d'autres domaines². Il faut également tenir compte

¹ Gapanovič, 1925, p. 43.

² Je me réfère au livre de V. Papernyj *Kultura dva* ['La culture-2'] (Papernyj 1996), célèbre en Russie et me semble-t-il, peu connu en Occident. Voici ce qu'il écrit à propos de ce phénomène qu'il appelle «culture-1» : «Son rêve consiste à tout mélanger dans un même chaudron et à le verser en couche uniforme sur la surface de la terre pour qu'il n'y ait plus de différences entre ville et campagne, Est et Ouest, hommes et femmes, riches et pauvres» ajoutons entre nations, langues et alphabets. L'activité de la «culture-2» «est dirigée du côté complètement opposé et ce n'est pas un hasard si dans la «culture-2» sont si répandus deux mots à connotation négative : *obezlička* [dépersonnalisation] et *uravnilovka* [nivellement par le bas]» (*ibid.*, p 101).

du fait que toutes les publications de cette époque étaient écrites sous la peur de la critique du Parti, les purges et les accusations publiques, ce qui ne pouvait que se refléter dans le texte : les publications en question abondent en faux-fuyants et contradictions, les auteurs veulent se préserver des accusations de «nationalisme bourgeois» comme du «chauvinisme grand-russe»¹.

Les articles consacrés à la question nationale, aux langues, aux alphabets et à l'écriture au début des années 1920 laissent transparaître la certitude que la diversité est nécessaire et utile. En voici un exemple : les matériaux du Conseil pour l'Instruction des nationalités de langue non russe auprès du Cabinet restreint du Narkompros contiennent l'exigence de mettre en œuvre toutes les mesures favorisant le développement de l'instruction, «en adaptant ces mesures aux particularités nationales et aux coutumes des nationalités qui peuplent la République de la Russie»². On introduisait l'enseignement en langues locales dans toutes les écoles non russes. C'était un leitmotiv de la politique linguistique de l'époque.

Bien entendu, même dans ces années (début et milieu des années 1920), cette politique n'était pas menée sans réticences, et elle était considérée comme temporaire par les bolcheviks. Ainsi, N.M. Pokrovskij dans son discours au Premier congrès panrusse des Soviets pour l'instruction des nationalités (le 26 janvier 1923) soulignait :

«Nous devons dans un premier temps prendre en compte l'instinct fortement marqué de certains groupes nationaux. [...] La lutte contre les tendances nationalistes parmi les nationalités de langue non russe exige beaucoup de tact et de patience [...] Nous ne pouvons pas utiliser pour les po-

Quelles que soient les réserves qu'on puisse faire sur l'existence parallèle et sur la lutte de ces deux tendances (*ibid.*, p. 18-19 ss.) leur limite se trouve vers l'année 1932 (*ibid.*, p. 18), ce qui s'accorde bien avec nos données.

¹ Voici un exemple. La revue *Revoljucija i jazyk* ['La révolution et la langue'] publie en 1931 (n°1, p. 9-10) un article de G. Danilov au titre éloquent «Mes erreurs», où il se repent d'avoir écrit dans une de ses publications antérieures que les ouvriers ukrainiens parlent russe. Danilov souligne : c'est vraiment ainsi, les ouvriers ukrainiens parlent vraiment russe, mais on ne peut pas l'écrire puisque cela «verse de l'eau au moulin de nos adversaires»: «ma narration ne contredit aucunement les faits, mais ces faits [...] n'étaient pas importants, pas nécessaires, ils étaient transitoires. Le prolétariat ukrainien devait surmonter et a en grande partie surmonté ces phénomènes». Ainsi s'installait le «réalisme socialiste dans la science» où «comme il faut» devenait plus scientifique que «ce qui existe en fait», où l'on opposait aux «faits peu importants» la vérité qui aurait dû exister pour prouver la justesse de la théorie et de la politique du Parti.

² *Bjulleten'*, 1923, p. 10.

pulations non russes la même mesure que pour les populations russes». (*Bjulleten'*, 1923, n° 10, p. 12)

Un autre intervenant, Rosen, reprend la même idée :

«En introduisant dans les écoles la langue maternelle, nous ne voulions pas les dérussifier, cette mesure était dictée par la nécessité, au vu du fait que la population indigène constitue une masse nationale dense. L'enseignement du russe comme matière à part dans ces écoles n'était pas remis en cause [...]. Il faut beaucoup de tact dans cette question». (*Bjulleten'*, 1923, n° 10, p. 15)

En d'autres mots, une concession temporaire à la diversité, la nécessité d'une politique de soutien aux langues «non russes» étaient considérées comme contraintes et forcées ; et en même temps persiste dans la conscience l'idée suave de l'uniformité, d'une époque où il n'y aura plus ni classes ni conditions sociales, plus de nationalités avec leurs langues et leurs particularités culturelles.

L'idée d'avoir une langue unique pour toute l'Humanité est extrêmement répandue à cette époque. Certains auteurs en parlent avec inspiration et émotion, comme d'un événement proche et désiré, d'autres choisissent des termes plus circonspects, en reportant ce moment à un avenir lointain, en parlant même de l'écriture universelle comme d'un but désiré mais encore inatteignable. Voici ce qu'écrit, par exemple, K.V. Jušmanov dans un article de 1929 :

«Unir l'humanité en une famille unie et forte est le rêve de plusieurs grands esprits. La Tour de Babel n'est pas encore oubliée. Les adeptes de la langue universelle, les *cosmoglottistes*, sont depuis longtemps passés du rêve maximum ('une langue unie pour l'Humanité unie') au rêve minimum («à chaque peuple sa langue et une langue commune pour tous»). Les adeptes de l'alphabet universel (ils n'ont pas encore de noms, disons *cosmoglyphistes*) d'habitude n'abandonnent pas leur rêve maximum consistant à amener toute l'humanité vers une écriture unie.» (Jušmanov, 1929, p. 69)

L'idée de l'unification, d'une langue unique si ce n'est tout de suite, au moins dans un avenir lointain, est répétée constamment dans différents contextes, et plus on est près des années 1930, plus elle devient forte. Les auteurs de l'article «Nos tâches» (1931) écrivent de manière explicite :

«Le problème de la rationalisation de la langue, de l'unification des dialectes et de la terminologie doit occuper sinon une place aussi importante que les questions de la standardisation dans l'industrie, en tout cas ce problème mérite une attention particulière de la part de la société [...]. L'unification des dialectes et de la terminologie internationalise notre langue. Nous posons les premières pierres de la fondation de la langue interna-

tionale future, langue de la communauté socialiste mondiale». (*Revoljucija i jazyk*, 1931, p. 35)

Mais cette langue internationale ne doit en aucun cas être le russe (en tout cas, on n'en parle pas encore), les auteurs poursuivent :

«Mais sous le drapeau de l'internationalisation se laissent sentir parfois des petites théories du chauvinisme grand-russe sur la liquidation des cultures nationales [...] En combattant le national-démocratism dans ses différentes manifestations, nous ne devons pas oublier que notre ennemi principal est le chauvinisme grand-russe». (*Revoljucija i jazyk*, 1931, p. 35)

Entre temps, la politique de l'indigénisation patine, l'introduction généralisée de l'enseignement en langue maternelle se passe plus lentement que prévu. On voit dans les documents du début des années 1930 que les cadres nationaux, les écoles pédagogiques techniques et les facultés ouvrières fonctionnent mal : un niveau bas de l'enseignement, un grand taux d'abandons¹. Les autorités prennent peu à peu conscience que la ligne politique qui a été choisie mène à une impasse : on ne parvient pas à faire passer chaque nationalité à un enseignement en langue maternelle. Les documents, les discours et les résolutions oscillent entre Carybde et Scylla, entre la politique d'indigénisation proclamée de développement complet des fonctions de toutes les langues et l'exigence tout à fait compréhensible de l'Etat, une exigence économique et gestionnaire d'avoir une seule langue, dont ont bien conscience ces mêmes «représentants des nationalités de langue non russe».

Du 2 au 7 janvier 1932 a lieu à Léninegrad la Première conférence pan-russe sur le développement des langues et de l'écriture des peuples du Nord. La résolution afférente au discours du vice-président du Commissariat pour les nationalités, Davydov, propose un programme d'édification culturelle dans le Nord et stipule que

«l'on oppose une résistance au chauvinisme de grande puissance et au nationalisme local, toujours existants, qui pervertissent un des principes de base de la politique nationale, qui s'exprime dans la proposition d'enseigner dans les écoles des populations du Nord en langue russe ou en langues des grandes populations 'apparentées' qui possèdent une écriture (jakoutisation, komisation, finnisation)». (*Revoljucija i pis'mennost'*, 1932, n° 1-2, p. 136-137)

¹ Cf., par exemple, le décret du Présidium du Comité du Narkompros pour les nationalités du 3 décembre 1932 (*Bjulleten'*, 1932) «A propos de la préparation des cadres pédagogiques nationaux en 1932».

On adopte une «directive sur la lutte décisive contre le chauvinisme de grande puissance, qui se manifeste dans l'invasion des langues nationales par des mots russes, contre le nationalisme local et le purisme»¹.

On voit dans la citation ci-dessous (de 1931) à quoi mènent ces oscillations :

«L'histoire amène inévitablement à la création d'une langue internationale. C'est une faute politique et un crime que de cacher par les discussions sur la langue unique le refus de la politique de Lénine en matière des nationalités. Au XVIe congrès du parti Staline a posé de façon parfaitement juste le problème de la langue unique future dans la société communiste. Cette langue est en train de mûrir. La précipitation, les 'penchants à gauche' sont très dangereux puisqu'ils ne sont rien d'autre que du chauvinisme de grande puissance. Cependant, nous pouvons et nous devons mener notre politique linguistique et notre édification linguistique de manière à élever et soutenir les jeunes pousses de la langue unique future (unification des alphabets, internationalisation de la terminologie, etc.)». (Gus, 1931, p. 40)

L'auteur a pu, dans le même paragraphe, énoncer plusieurs fois des affirmations diamétralement opposées. C'est en cela que consistait l'art de la polémique des bolcheviks. D'ailleurs, cette contradiction est plus profonde qu'une simple jonglerie avec des mots : si du point de vue tactique il fallait promettre des langues nationales, des écritures, des écoles, et des cultures à toutes les nationalités, on prévoyait à long terme l'unification générale. De façon mystérieuse, la langue unique de la société communiste future devait naître grâce aux efforts visant le soutien de la diversité linguistique.

Il semble que les bolcheviks aient vraiment cru pendant un certain temps que ces deux affirmations contradictoires étaient conciliables. Et pourtant, malgré tous les appels à lutter pour les buts fixés, cela ne menait à rien. Il ne restait qu'à mentir, et c'est ce que les auteurs d'articles sur ce sujet faisaient volontiers et abondamment. Un certain Karpyč écrit fière-

¹ *Ibid.*, p. 138. C'est-à-dire que tout emprunt (par exemple, le mot esquimau *bol'nicamun* – à l'hôpital) c'est du chauvinisme grand russe, tandis que tout mot inventé (par exemple, le mot esquimau *aqnighvigmun*, néologisme signifiant la même chose) c'est du purisme nationaliste local. Il n'y pas de solution : quelque soit la variante que les linguistes choisissent, ils peuvent toujours être inculpés d'un péché ou de l'autre. De toute évidence, cette approche constitue le nœud de la langue totalitaire : il faut décrire ses actions et ses intentions de manière à éviter toute critique, c'est-à-dire de manière maximale évasive, il faut parler sans rien dire. Toute affirmation peut être détournée de tout côté. C'est un autre sujet que je ne fais que mentionner : la langue et la peur, l'effet de la peur sur la formation de la langue totalitaire.

ment en 1931 (!) : «Il n'y a pas d'ethnie qui ne possède pas d'école soviétique en sa langue maternelle»¹. Pourtant il n'en est rien : le Comité du Nord va décréter en août 1932 d'organiser l'enseignement dans le Nord en langues locales pendant les premières années du deuxième quinquennat seulement², et uniquement les deux premières années de l'enseignement. Pendant la même période à peu près, un des plus grands spécialistes du Nord écrit : «dans les écoles du Nord l'enseignement s'est jusqu'à aujourd'hui effectué en russe»³.

4. Pourquoi cette politique ne pouvait-elle pas réussir ? La raison n'est pas uniquement le fait que l'introduction de l'enseignement en langues maternelles, le transfert de toute l'administration locale en langue maternelle coûte cher et exige beaucoup de temps. C'est également que les «minorités ethniques» elles-mêmes résistaient : tous ne voulaient pas que leurs enfants fassent leurs études en langue locale, en pensant, avec raison, que les enfants connaissent de toute façon la langue locale, et qu'il est important pour eux d'apprendre le russe. Nous avons un bel exemple de cette situation (même s'il ne s'agit pas des peuples du Nord) chez les Oudmourtes (Votyaks). De 1927 à 1930 est paru un recueil spécial *L'éducation des Oudmourtes*, dont tous les numéros abondent en plaintes que les enfants, en venant à l'école, ne parlent pas russe, et qu'on doit leur apprendre le russe «à partir de zéro», tandis que les enseignants ne peuvent pas et ne veulent pas enseigner l'oudmourte. Voici, par exemple, la résolution de la conférence des enseignants votyaks (juin 1927, Iževsk : la conférence considère nécessaire de donner aux enseignants la tâche d'apprendre leur langue maternelle à titre d'autoformation pendant l'année scolaire 1927-1928 et de populariser la langue maternelle auprès de la population. «La langue maternelle, dit la résolution, doit dans toutes les écoles être introduite dans la vie quotidienne des élèves»⁴. De toute évidence, puisque les enfants viennent à l'école sans parler un mot de russe, la langue oudmourte est la langue courante de leur famille, si ce n'est l'unique langue, et cela ne sert à rien de la «populariser» : ils l'utilisent déjà dans la «vie quotidienne»; ce qui signifie qu'il faut «populariser» non pas la langue, mais son enseignement à l'école, et que la population s'oppose au fait que les enfants apprennent l'oudmourte. Ceci est incorrect du point de vue de l'école et contredit la politique du parti et les instructions du camarade

1 Karpyč, 1931, p. 165.

2 Karoteev, 1932, p. 104.

3 Karger, 1932, p. 168.

4 *Prosveščenie...*, 1927, p. 11-12.

Staline : en soutenant cette attitude de la part des parents et des élèves, l'école risque d'être accusée de «chauvinisme grand-russe».

Au milieu des années 1930 on assiste à un grand tournant. D'abord, on reconnaît tacitement, *de facto*, que l'enseignement dans plusieurs écoles et écoles techniques nationales se fait en russe. Le décret du Narkompros du 19 février 1935 (n° 310) stipule :

«Les instituts pédagogiques doivent avoir toutes les exigences envers les nationalités qui se présentent à l'examen d'admission, à part la connaissance du russe, où les exigences peuvent être abaissées ; mais les représentants des nationalités doivent maîtriser le russe suffisamment de manière à pouvoir suivre l'enseignement. En cas de nécessité, il faut organiser des cours supplémentaires de russe au long de l'année.» (*Bulleten'*... 1935, p. 11)

Ce décret est adressé aux directeurs des écoles pédagogiques nationales, et il est sous-entendu que les cours ont lieu en russe. Le Narkompros lutte encore : dans son décret n° 782 du 26 août 1935 («Sur la préparation des cadres pédagogiques pour les écoles nationales et les écoles techniques de l'Extrême Nord») les habitants du Nord doivent être réunis dans un groupe à part, il faut introduire des heures supplémentaires pour l'enseignement de leurs langues maternelles, en rallongeant de six mois la durée des études ; cependant, la liste des langues qui devraient être enseignées est déjà fortement réduite : il ne reste que les langues les plus «grandes» (l'evenki, le nenec, le khanty, le mansi, le selkup, l'even, le tchoukche, le koryak et le nanai)¹. Toutes les langues de moins de 5 000 locuteurs ont disparu ; de toute évidence, on en a fait son deuil. On commence à se rendre compte qu'il est dépourvu de sens de lutter contre l'expansion du russe.

Puisqu'il en est ainsi, il faut apprendre le russe de façon intensive. Le ton des documents du Narkompros change. On prévoit d'introduire dans les écoles non russes de la RFSR, à partir de la cinquième année d'études, une leçon supplémentaire hebdomadaire de langue et littérature russes² ; on prévoit d'organiser des tests d'Etat dans les instituts pédagogiques pour vérifier les connaissances en russe écrit³. Apparaissent de plus en plus fréquemment des règlements et instructions sur l'amélioration de l'enseignement du russe, sur le concours du meilleur travail en russe, sur les tests de russe écrit pour les dernières années des écoles pédagogiques, sur les compétitions des enseignants pour le meilleur enseignement du russe.

¹ *Sbornik* ..., 1935, p. 3.

² Décret du 31 octobre 1935 (*Sbornik*, 1935, n° 31).

³ Décret du 1 novembre 1935 (*ibid.*, n° 32).

Le nombre d'heures destinées à l'enseignement du russe dans les écoles du Grand Nord ne cesse de croître : en 1935 on a 4 heures par semaine dans 14 classes, en 1937 il y a 6 heures par semaine. Dans les années suivantes, le nombre des heures d'enseignement de la langue maternelle commence à baisser.

En 1937 sont publiées des instructions qui prévoient des peines lourdes et des licenciements des personnes qui n'ont pas su organiser l'enseignement du russe dans les écoles non russes ou ceux qui ne contrôlent pas suffisamment leurs collaborateurs. La résolution du conseil national du Narkompros (le 23 juin 1937) parle de la mauvaise organisation de l'enseignement du russe dans les écoles non russes¹. On peut voir la fin logique de ce tournant dans la résolution du Comité central du Parti Communiste et du Conseil des commissaires du peuple du 13 mars 1938 «A propos de l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles des républiques et des régions nationales»². Après 1938 commence une période d'uniformité qui durera pendant vingt ans.

5. Au cours de notre colloque, nous avons longtemps parlé des avantages et des inconvénients de la politique linguistique, de la linguistique et de l'idéologie «marxiste» et «non marxiste». Malgré le caractère douteux de ce terme en général (en effet, n'est-il pas anachronique d'employer au début du XXI^e siècle le qualificatif «marxiste» en parlant des idéologies du début du XX^e siècle ?), il me semble que la «politique linguistique marxiste» possède un trait qui est souvent passé sous silence, à savoir que cette politique est *un échec*.

En effet, proclamée au début des années 1920, la politique du développement généralisé de toutes les langues a été un fiasco et il est évident qu'il ne pouvait en être autrement. Ce n'est pas uniquement parce qu'une telle politique est très chère et prend beaucoup de temps ; c'est encore que, je le répète, une telle politique contredit la volonté des gens, et que ceux-ci s'y opposent de toutes leurs forces. D'un autre côté, proclamée à la fin des années 1930, la politique du passage global au russe, de la fusion de toutes les nations et de l'unification globale a été, elle aussi, un échec, et là non

¹ *Sbornik ... 1937*, n° 17, p. 4.

² Cf. Alpatov 1997, p. 86-87. Une des conséquences indirectes du changement de la politique linguistique a été le remplacement par le cyrillique de l'alphabet latinisé des ethnies non russes (y compris des peuples du Nord) ; c'est un sujet fort intéressant sur lequel je ne m'arrêterai pas puisque cette histoire a été décrite en détails dans le livre de V.M. Alpatov (*op. cit.*, p. 81-84, chapitre «Un tournant de la politique»).

plus, il ne pouvait en être autrement. Il s'agit ici, encore une fois, moins des conditions économiques que de la «résistance du matériau», du refus des gens d'abandonner la langue maternelle et de passer au russe. Lorsqu'on a essayé de faire parler en oudmourte (ou en biélorusse) les Oudmourtes (ou les Biélorusses) de force, leur opposition passive freinait la politique linguistique, les gens voulaient apprendre le russe. Lorsque les mêmes Oudmourtes (ou Biélorusses) étaient forcés d'apprendre le russe, l'opposition a changé de direction et les gens ont exprimé leur mécontentement de voir leurs langues opprimées.

Dans le cas de la «politique linguistique marxiste», nous avons affaire à un échec intellectuel, politique, idéologique qui a duré pendant 70 ans. Dans sa première variante (les années 1920, l'aspiration à la diversité) comme dans sa variante ultérieure (les années 1950, l'aspiration à l'unification), cette politique a sans doute apporté beaucoup de positif (création des alphabets, des écritures, des littératures en langues des peuples, l'instruction, le russe comme langue seconde), mais aucune de ces deux politiques linguistiques, en tant que politique conséquente, ne peut être qualifiée de réussie. Dans ce domaine extrêmement complexe, de toute évidence, aucune décision simple et rapide, aucune «seule juste» réponse n'est possible.

Le «dégel» de Xruščev a eu des conséquences contradictoires sur la politique linguistique soviétique. D'un côté, une libéralisation relative des différents côtés de la vie a rendu la russification plus souple. Mais ces conséquences du «réchauffement» global de l'atmosphère sociale ont été neutralisées par l'affirmation active de la tradition «occidentale». Il a été annoncé qu'en URSS a été créée une nouvelle communauté historique de gens, «le peuple soviétique», qui doit renforcer son unité sur la base de la langue russe conçue comme «langue de communication entre les nations». Les actions du pouvoir étaient de nouveau cachées par les paroles. Le décret de 1938 sur l'enseignement obligatoire du russe à l'école a été supprimé. En 1958-59 a été proclamée l'égalité totale de toutes les langues dans le domaine de l'instruction, le choix de la langue d'instruction dépendait de la volonté des parents de l'enfant. Cependant, le «libre choix» se résumait au fait qu'on choisissait la seconde langue enseignée à l'école, tandis que l'enseignement de base se poursuivait en russe.

Dans les années 1960, apparaît dans le programme du Parti Communiste de l'URSS la thèse du rôle de la langue russe comme langue de communication entre les nationalités, où le «droit de recevoir une instruction en langue maternelle» s'est transformé en «droit de recevoir l'instruction en toute langue» ; l'article 45 de la Constitution de 1977 parle d'assurer «la possibilité de recevoir l'instruction en langue maternelle». En même temps, les revues de pédagogie cessent de contenir ne serait-ce que des phrases formelles sur l'importance d'étudier et d'enseigner en langue

maternelle dans les écoles. Il a été annoncé que la tâche principale des écoles nationales consiste à préparer les élèves pour qu'ils connaissent et aiment la langue russe. La politique linguistique a de nouveau penché vers la tradition «occidentale» et l'unification. Cependant, ces tentatives de «faire tenir» l'Empire soviétique, tout comme les tentatives analogues de la fin du XIXe siècle d'arrêter la décomposition de l'Empire russe par la russification forcée, n'ont pas donné les résultats escomptés¹. Le balancier de la politique linguistique, qui oscille entre le soutien et l'oppression des langues nationales², a oscillé pour une nouvelle et dernière fois à la fin des années 1980, et le problème éternel de la Russie impériale a éclaté en une multitude de problèmes séparés : que faire avec les langues des nombreux peuples qui occupent les nouveaux Etats indépendants ; l'expérience de la Russie, positive, mais surtout négative, peut leur être très utile sur ce chemin difficile.

(traduit du russe par Elena Simonato-Kokochkina)

© Nikolaj Vaxtin

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- *Sbornik prikazov i rasporyaženij po Narkomrossu RSFSR* [Recueil de décisions et dispositions du Commissariat du peuple à l'instruction].
- ALPATOV, V.M., 1997 : *150 jazykov i politika*, Moskva. [150 langues et la politique]
- BAXRUŠIN, S.V., 1929 : «Sibirskie tuzemcy pod russkoj vlastju do revoljucii 1917 goda», *Sovetskij Sever*, Izdanie Komiteta Severa. [Les indigènes sibériens sous le pouvoir russe avant la révolution de 1917]
- *Bjulleten' 1923 : Bjulleten' oficial'nyx rasporyaženij i soobščenij Narkomprosa*, 13 janvarja 1923, 7 [Bulletin des décrets officiels du Narkompros, 13 janvier 1923, n° 7].

¹ Cf. Kreindler, 1984.

² Cf. une bonne analyse de ces oscillations de la politique linguistique en Ukraine dans Solchanyk 1984, p. 55-105.

- *Bjulleten'*, 1932 : *Bjulleten' Narodnogo komissariata po prosveščniju RSFSR*, 1932, n° 70 [Bulletin du Commissariat du peuple à l'instruction].
- *Bjulleten'*, 1935 : *Bjulleten' Narodnogo komissariata po prosveščniju RSFSR*, 1935, n° 9 [Bulletin du Commissariat du peuple à l'instruction].
- DAUENHAUER, 1997 : *Conflicting Visions in Alaskan Education*. University of Alaska, Fairbanks.
- FISHMAN, J., 1985 : *The Rise and Fall of Ethnic Revival: Perspectives on Language and Ethnicity*. Berlin: Mouton.
- GAPANOVIČ, I.I., 1925 : [...], *Severnaja Azija*, kn. 56 [article sans titre].
- GUS, M., 1931 : «Principy racionalizacii delovogo jazyka», *Revoljucija i jazyk*, n° 1. [Principes de rationalisation de la langue administrative]
- JANOVIČ, T., 1925 : «Principy škol'noj programmy», *Severnaja Azija*, n° 3 [Les principes du programme scolaire].
- JUŠMANOV, K.V., 1929 : «Opyt vseirnogo alfavita», *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka*, livre 4 [Essai d'alphabet universel].
- KAROTEEV, S., 1932 : «Vseobuč na Krajnem Severe na osnove Novogo Alfavita», *Revoljucija i pis'mennost'*, n° 45 [L'enseignement dans le Grand Nord sur la base du Nouvel Alphabet].
- KARGER, N., 1932 : «Lingvističeskaja rabota naučno-issledovatel'skoj asociacii Instituta Narodov Severa», *Revoljucija i pis'mennost'*, n° 1-2 (11-12) [Le travail linguistique de l'association de recherche de l'Institut des peuples du Nord].
- KARPYČ, V., 1931 : «K desjatiletiju nacional'nyx avtonomij Sovetskogo Sojuza», *Revoljucionnyj Vostok* n° 11-12 [Pour le 10e anniversaire de l'autonomie nationale en Union Soviétique].
- KREINDLER, I.T., 1984 : «The Non-Russian Languages and the Challenge of Russian : The Eastern versus the Western Tradition», in *Sociolinguistic Perspectives on Soviet National Languages : Their Past, Present and Future*, Ed. by I.T.Kreindler, (Contributions to the Sociology of Language 40), Berlin, etc. : Mouton de Gruyter.
- KRYLOV, A., 1925 : «Problema razvitija gornogo dela na sovetskom Severe», *Severnaja Azija*, fasc. 56 [Le développement de l'industrie minière dans le Nord soviétique].
- LEONOV, N.I., 1929 : «Tuzemnye školy na Severe», in P.G. Smidovič, S.A. Buturlin, N.I. Leonov (éd), *Sovetskij Sever*, Izdanie Komiteta Severa [Les écoles indigènes dans le Nord].
- LEVIN, I., 1930 : «Materialy k politike carizma v oblasti pis'mennosti 'inorodcev'», *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka*, livre 6. [Matériaux à

- propos de la politique du tsarisme dans le domaine de l'écriture des allogènes]
- PAPERNYJ, V., 1996 : *Kul'tura dva*, Moskva : NLO [La culture 2].
 - PESTEL', P.I., 2000 : «Russkaja pravda», in A.V. Glagolevskij, B.N. Kovalev, M. Gardariki (éd.) : *Konstitucionalizm : istoričeskij put' Rossii k liberal'noj demokratii*, Moskva. [La pravda russe]
 - *Prosveščnie, 1927 : Prosveščnie udmurtov*. Sbornik materialov. Iževsk, 1927, fasc. 2. [L'éducation des Oudmourtes].
 - *Sbornik ...*, 1935 : *Sbornik prikazov i rasporjaženij po Narkomprossu RSFSR*, 1935, n° 27 [Recueil de décisions et dispositions du Commissariat du peuple à l'instruction].
 - SOLCHANYK, R., 1984 : «Language Politics in the Ukraine», I.T. Kreindler, *Sociolinguistic Perspectives on Soviet National Languages : Their Past, Present and Future (Contributions to the Sociology of Language 40)*, Berlin : Mouton de Gruyter.